

MONET, Jacques, *The Last Cannon Shot. A Study of French Canadian Nationalism, 1837-1850*. University of Toronto Press, Toronto, 1969. 422 p. \$8.50.

Jean-Paul Bernard

Volume 24, Number 3, décembre 1970

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/303000ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/303000ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bernard, J.-P. (1970). Review of [MONET, Jacques, *The Last Cannon Shot. A Study of French Canadian Nationalism, 1837-1850*. University of Toronto Press, Toronto, 1969. 422 p. \$8.50.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 24(3), 435–437. <https://doi.org/10.7202/303000ar>

MONET, Jacques, *The Last Cannon Shot. A Study of French Canadian Nationalism, 1837-1850*. University of Toronto Press, Toronto, 1969. 422 p. \$8.50.

Dans le titre de son livre Jacques Monet évoque un discours prononcé par le colonel Etienne-Pascal Taché lors de la discussion de la loi de milice de 1846. "Si jamais ce pays cesse un jour d'être britannique", déclarait alors Taché en protestant de la loyauté des Canadiens français, "le dernier coup de canon tiré pour le maintien de la puissance anglaise en Amérique le sera par un bras canadien". Une telle déclaration, moins de dix ans après 1837, peut paraître assez surprenante au premier abord. L'auteur vise à l'expliquer en étudiant l'évolution du nationalisme canadien-français au lendemain de 1837. Il s'arrête en particulier au débat sur l'Union, à la lutte pour le gouvernement responsable, à l'agitation en faveur de la séparation du Haut et du Bas-Canada (1848) et au mouvement annexionniste de 1849.

Grâce à une exploitation méthodique des archives et des journaux, Monet fait revivre les hommes politiques et les journalistes canadiens-français de l'époque (v.g. LaFontaine, Viger, Morin, D.-B. Papineau, Parent, Duvernay, Cauchon) et il les situe face aux gouvernements britanniques et face au clergé québécois. La principale richesse de son livre vient de sa perspective, perspective qui permet d'intégrer histoire politique, question nationale et question religieuse. Monet montre ainsi, comme on ne l'a pas fait jusqu'ici, comment le parti de LaFontaine a été amené à se présenter de plus en plus, de 1840 à 1849, comme le défenseur

de la nationalité canadienne-française et comment les partisans de Viger et de la "double majorité" ont pu prétendre au même titre. Il explique pourquoi l'Église québécoise, après s'être opposée à la rébellion contre le gouvernement en 1837, s'éleva contre le projet gouvernemental d'Union, pour enfin s'allier aux Réformistes qui entendaient tirer parti le mieux possible de ce régime. Il fait bien voir aussi l'habileté des partisans de LaFontaine qui surent se gagner l'appui du clergé en se rapprochant du point de vue de celui-ci dans la question de l'éducation. Au total, le livre de Monet fait comprendre comment on a pu croire que "the Catholic faith, French nationality, and the British connection depended on one another". Ainsi rend-il intelligibles les propos du colonel Taché.

Se défendant de faire de la théorie, l'auteur écrit qu'il veut éviter les "ismes" :

It is rather a study of people and events, and of the thoughts of people during those events. (...) Thus it is that a record of public opinion must precede any analysis of the so-called deeper motivations. (...) Thus what must first be settled upon if any "ism" is to be correctly understood is not so much the deep-set social structures, not the broadening perspective, nor yet what is perhaps the truth, but rather what the actors in the historical drama thought to be the truth.

Mais on a bien l'impression que, pour l'essentiel, il épouse spontanément le point de vue de ses héros réformistes. N'affirme-t-il pas à quelques reprises que Durham a mal défini le problème du Bas-Canada en voyant d'abord un affrontement de groupes nationaux ? N'écrit-il pas, avec LaFontaine, que, la lutte pour le gouvernement responsable gagnée, le reste, entendons l'épanouissement de la nationalité canadienne-française, serait venu par surcroît ? Ne croit-il pas lui aussi que l'abandon du rêve d'un Etat séparé et l'esprit de conciliation, non seulement permirent d'éviter les crises, mais aussi d'élargir et d'enrichir la vie nationale elle-même ? N'opine-t-il pas qu'il aurait suffi aux Canadiens français d'écouter les appels de Parent, qui les invitait à se lancer dans l'industrie et dans l'étude de l'économie politique, pour arriver à la maîtrise du nouvel ordre économique en gestation dans la décennie de 1840 ? Ne va-t-il pas enfin jusqu'à écrire, dans un contexte tel qu'il semble bien exprimer la sa propre pensée, qu'en 1849 les Canadiens français "had finally become masters in their own house" ?

Nous ne prétendons nullement que la majorité des hommes de 1850 ne définissaient pas ainsi la situation. Mais Monet, qui déclare ne faire qu'une simple photographie, fait des commentaires qui le placent, qu'il le veuille ou pas, au plan de la théorie. Aussi faut-il souligner que sa théorie, implicite, des rapports entre nationalisme et fédéralisme est un peu courte. C'est en effet de fédéralisme qu'il s'agit dans la décennie de 1840, même si la Confédération elle-même est de 1867. Plusieurs estimeront que Monet, avec les acteurs et les témoins de l'époque, idéalise la voie qui était peut-être la seule possible et qui correspondait à l'acceptation

par le Canada français de la position dominante du Canada anglais dans un Canada où la minorité française pouvait obtenir des concessions juridico-culturelles de type fédéral. L'auteur fait bien ressortir le jeu du clergé, dont le nationalisme a tendance à s'arrêter aux intérêts de la religion, et il montre bien le réalisme (!) de LaFontaine dans la question du patronage de même que l'intérêt particulier de la bourgeoisie professionnelle pour un système de gouvernement de parti et de gouvernement responsable. On aimerait savoir ce qu'il pense de l'affirmation selon laquelle la petite bourgeoisie et le clergé auraient accepté le régime de l'Union, assorti du gouvernement responsable et à l'intérieur duquel leurs visées particulières étaient sauvées, quitte à représenter que cette acceptation servait les intérêts de toute la nation.

Mais *The Last Cannon Shot* demeure un très bon livre, bien documenté, bien construit et bien agréable à lire. Pour ma part j'y ai beaucoup appris et je crois qu'il constitue un complément indispensable à l'ouvrage de Careless, *The Union of the Canadas: The Growth of Canadian Institutions, 1841-1857*. A l'occasion d'une édition française qui aurait probablement une bonne diffusion au Québec, il pourrait être débarrassé d'une enveloppe extérieure qui est trop facilement vulnérable.

JEAN-PAUL BERNARD

*Département d'histoire*  
*Université du Québec à Montréal*